

## Etude démographique relative aux médecins généralistes en Île-de-France

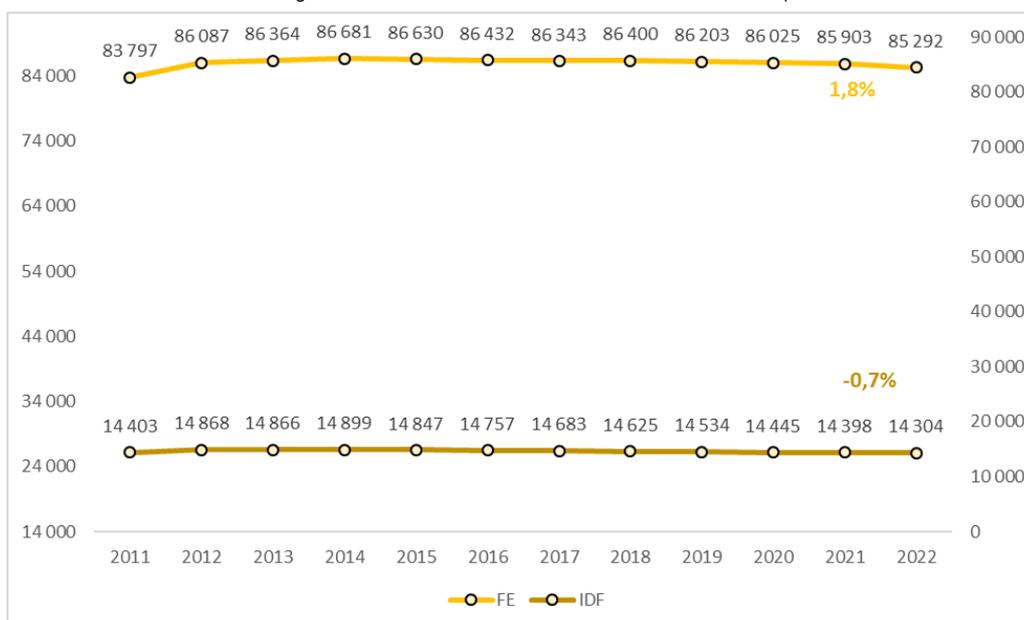
### Bilan :

- En Janvier 2022, l'Île-de-France compte 14 304 médecins généralistes (libéraux et salariés), soit 17% des effectifs en France entière.
- 62,4% du territoire francilien est placé en Zone d'intervention prioritaire (ZIP), ce qui caractérise une sous-densité de la plupart des territoires en médecins généralistes.
- Une démographie médicale très préoccupante par un fort vieillissement de la profession dont le renouvellement n'est pas assuré par l'arrivée des jeunes générations, ce qui entraîne des difficultés avérées d'accessibilité aux soins primaires
- Les dispositifs d'aide à l'installation et au maintien à l'exercice libéral permettent d'atténuer les conséquences de cette démographie très défavorable. Les dispositifs d'attractivité, comme les postes partagés, encouragent les médecins diplômés en Ile-de-France (IDF).
- Un taux de fuite important : 33% des médecins généralistes (MG) libéraux diplômés en IDF exercent désormais dans une autre région
- Un nombre de postes d'internes offerts aux Epreuves Classantes Nationales (ECN) très inférieur aux besoins

### A. Une baisse préoccupante des effectifs de médecins généralistes

Sur la période 2011/2022, le nombre de médecins généralistes en Ile-de-France baisse faiblement (-0,7%) tandis que la France entière enregistre une hausse de 1,8%.

Figure 1 : Evolution des effectifs des médecins généralistes en activité en Ile-de-France et France entière (libéraux et salariés entre 2011 et 2022)

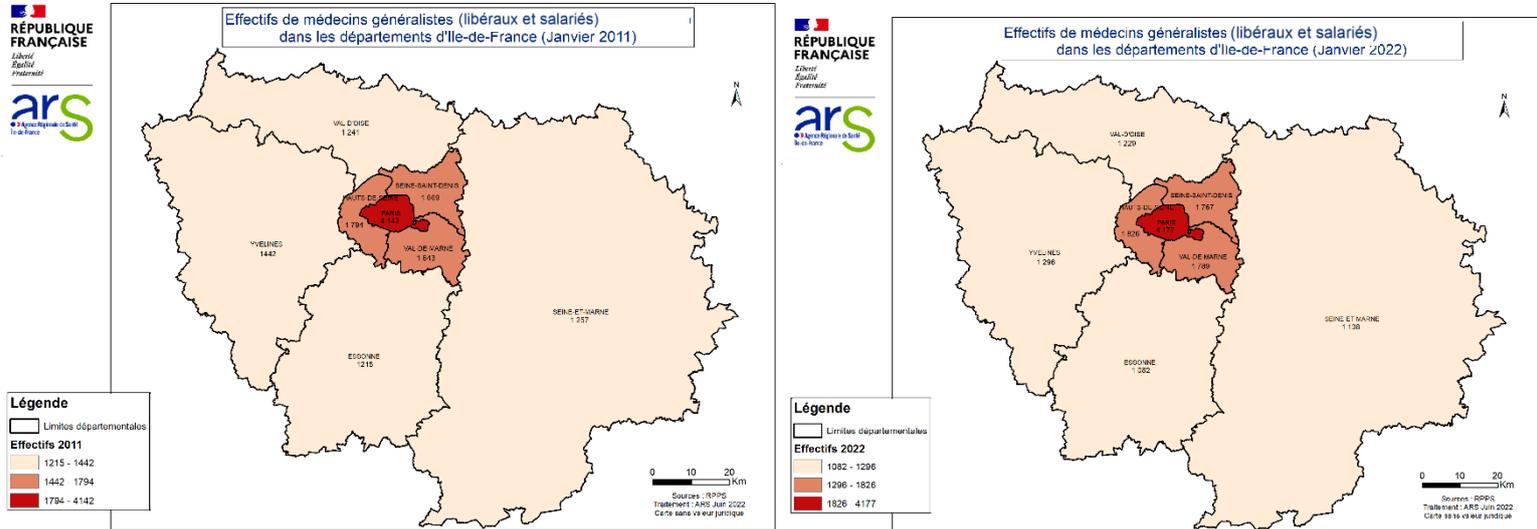


Source : RPPS 2011/2022

## B. Une répartition territoriale hétérogène

La répartition des effectifs est hétérogène sur le territoire francilien et très concentrée en petite couronne. Près d'un tiers des médecins généralistes exerce à Paris. À peine 10% des effectifs exercent dans les départements de la grande couronne.

Carte 1 : Effectifs de médecins généralistes (libéraux et salariés) dans les départements d'Ile-de-France en janvier 2011 et janvier 2022

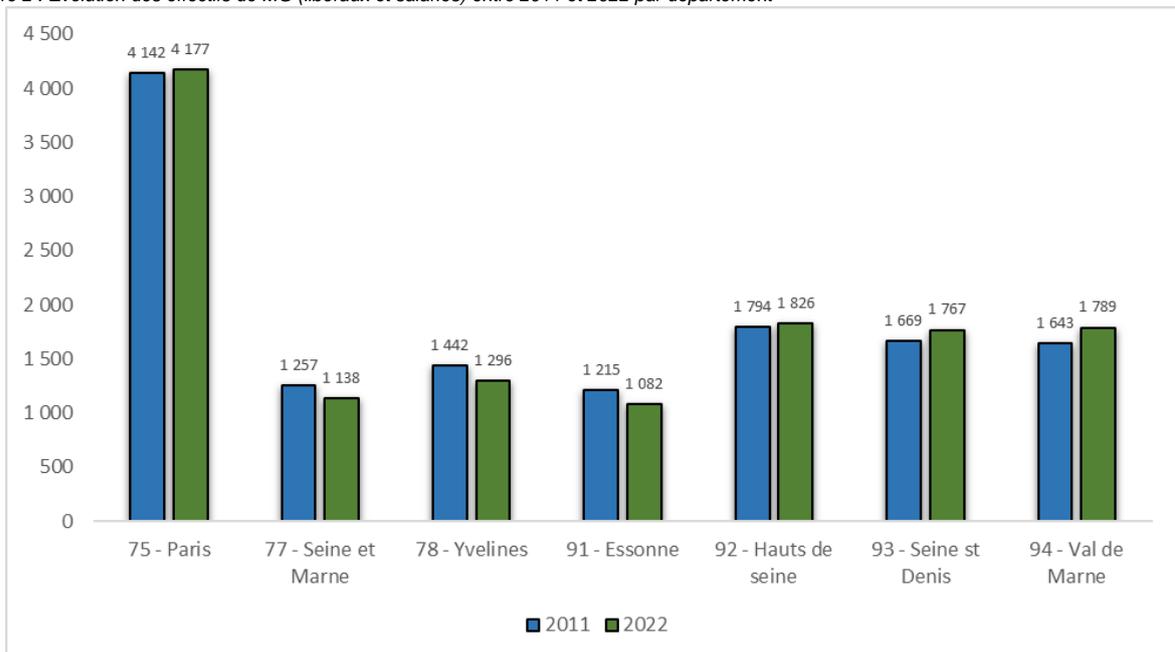


Source : RPPS 2011/2022

Si les effectifs stagnent ces dix dernières années, la région Ile-de-France connaît de fortes disparités territoriales. Le département du Val-de-Marne enregistre une hausse de 8,9% du nombre de médecins généralistes sur la période 2011/2022. Le département de la Seine-Saint-Denis est le 2<sup>ème</sup> département d'Ile-de-France à enregistrer les plus fortes hausses d'effectifs (+5,9%). Le département des Hauts-de-Seine occupe le 3<sup>ème</sup> rang pour l'augmentation du nombre de médecins généralistes sur son territoire entre 2011 et 2022 (1,8%).

*A contrario*, les départements de l'Essonne, des Yvelines et de la Seine-et-Marne enregistrent respectivement une baisse de 10,9% à 9,5% du nombre de médecins généralistes (libéraux et salariés) sur la période 2011/2022.

Figure 2 : Evolution des effectifs de MG (libéraux et salariés) entre 2011 et 2022 par département



Source : RPPS 2011/2022

Avec une densité moyenne de 116 médecins généralistes pour 100 000 habitants, la moyenne régionale est inférieure à la moyenne nationale (126 MG pour 100 000 habitants). Sur la période 2011/2022, la densité a diminué en moyenne de 5%. Toutefois, on note de fortes disparités infra régionales avec les départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise qui ont une densité inférieure à 100 MG pour 100 000 habitants et dont les densités ont fortement chuté ces dix dernières années (de -17% à -8%).

Les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne présentent des densités supérieures à 100 MG pour 100 000 habitants atteignant 196 MG pour 100 000 habitants pour Paris.

Il est à noter que la densité de la Seine-et-Marne est 2,5 fois inférieure à celle de Paris.

Tableau 1 : Densité de MG pour 100 000 habitants par département en 2011 et 2022

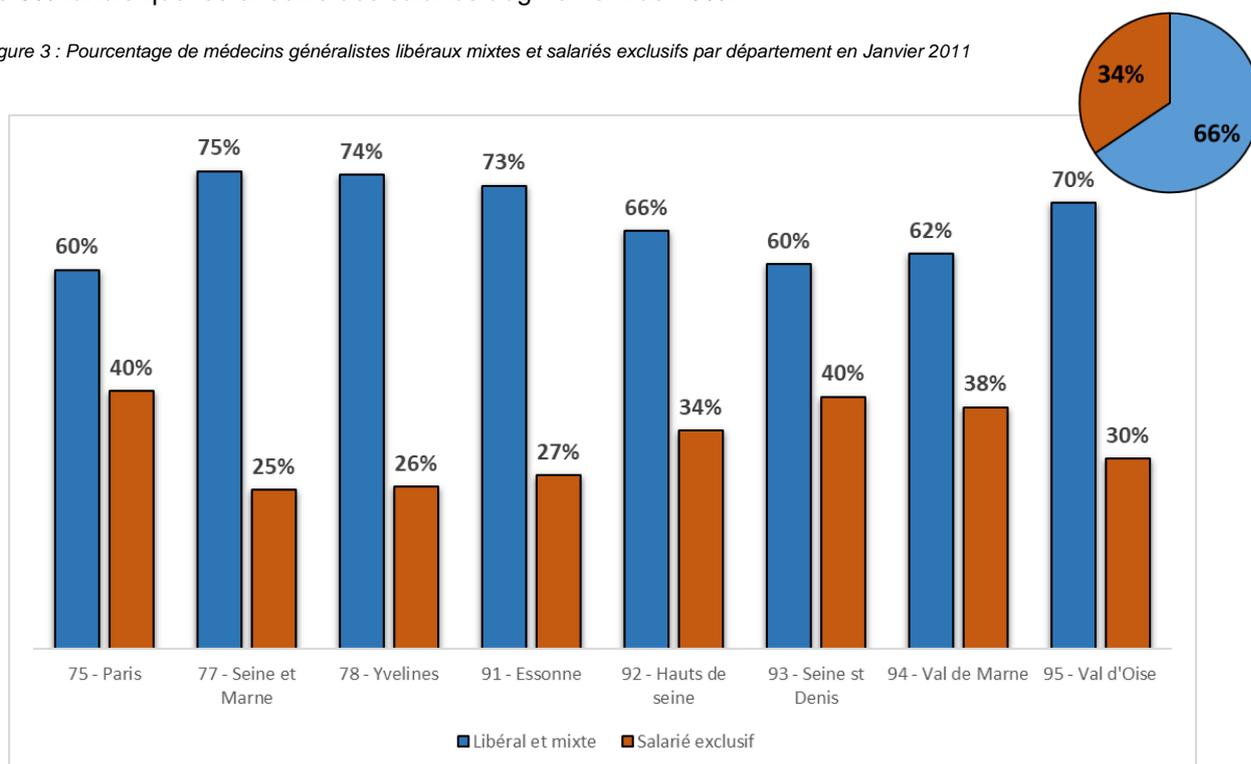
Départements	Nom des départements	Densité des MG sur la population de 2011	Densité des MG sur la population de 2022	Variation des densités 2011/2021
75	Paris	184,1	195,2	6%
77	Seine-et-Marne	93,9	78,8	-16%
78	Yvelines	102,0	88,5	-13%
91	Essonne	99,2	82,3	-17%
92	Hauts-de-Seine	113,4	111,1	-2%
93	Seine-Saint-Denis	109,1	105,3	-3%
94	Val-de-Marne	123,2	124,7	1%
95	Val-d'Oise	105,1	96,3	-8%
<b>Total général</b>	<b>Ile-de-France</b>	<b>121,5</b>	<b>115,4</b>	<b>-5%</b>
<b>Total général</b>	<b>France Entière</b>	<b>132,9</b>	<b>125,8</b>	<b>-5%</b>

Source : RPPS 2011/ 2022, INSEE 2011/2022

### C. Les modes d'exercice

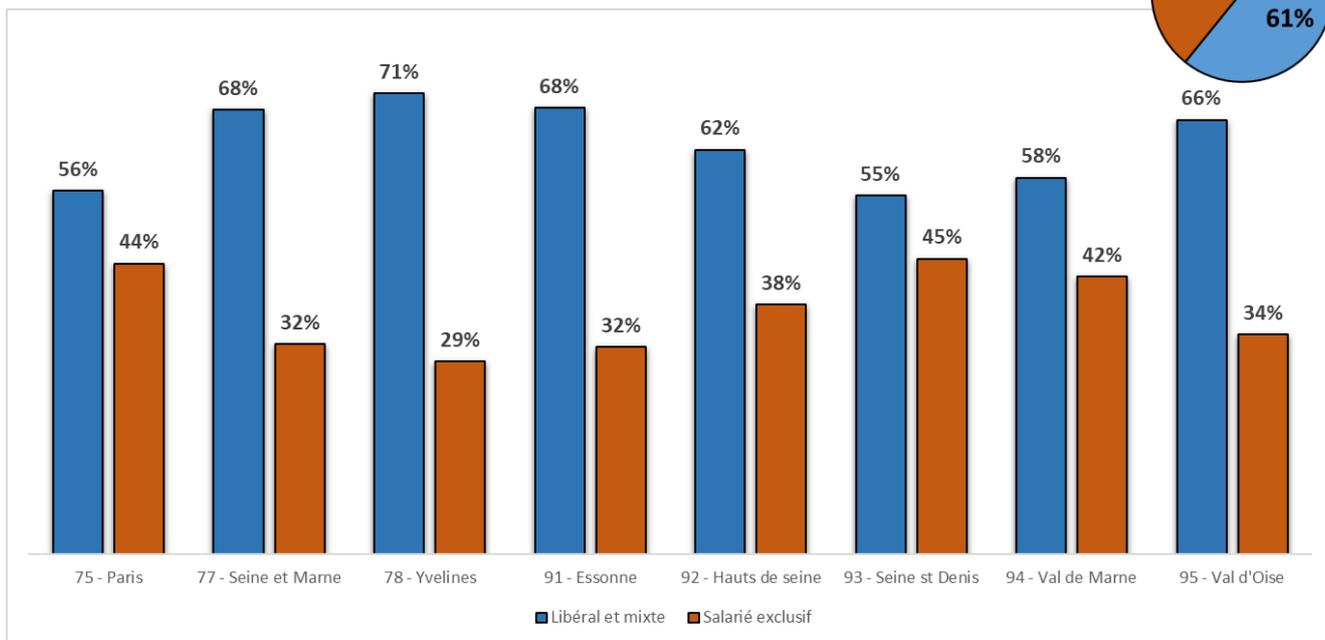
Sur la période 2011-2022, le nombre de médecins généralistes avec un exercice libéral et mixte a baissé de 8% tandis que les effectifs des salariés augmentent de 13%.

Figure 3 : Pourcentage de médecins généralistes libéraux mixtes et salariés exclusifs par département en Janvier 2011



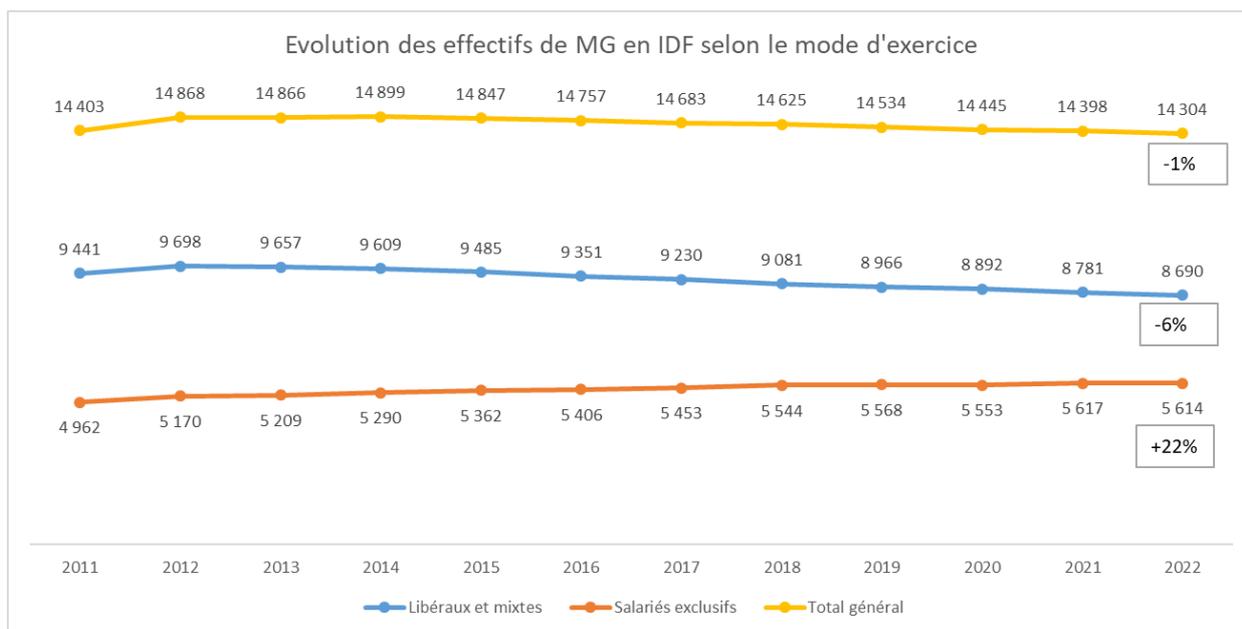
Source : RPPS 2011

Figure 4 : Pourcentage de médecins généralistes libéraux mixtes et salariés exclusifs par département en Janvier 2022



Source : RPPS 2022

Figure 5 : Evolution des effectifs de MG en IDF selon le mode d'exercice entre 2011 et 2022



Source : RPPS 2011/2022

Les données présentées concernent les médecins généralistes en exercice standard soignants (hors retraités, hors remplaçants, hors bénévoles, hors non soignants) enregistrés au répertoire partagé des professionnels de santé (RPPS).

#### D. Formation

L'arrêté du 19 juillet 2022, prévoit l'ouverture de 542 postes aux Epreuves Classantes nationales (ECN) pour la médecine générale, soit 13 postes de plus comparativement à l'année 2021.

Si le nombre de postes à ouvrir aux ECN de médecine générale a augmenté de 20% ces douze dernières années, il n'en reste pas moins que ces efforts ne permettent pas de faire face à la pénurie de médecins généralistes en Ile-de-France. En effet, selon la publication du récent zonage médecin,

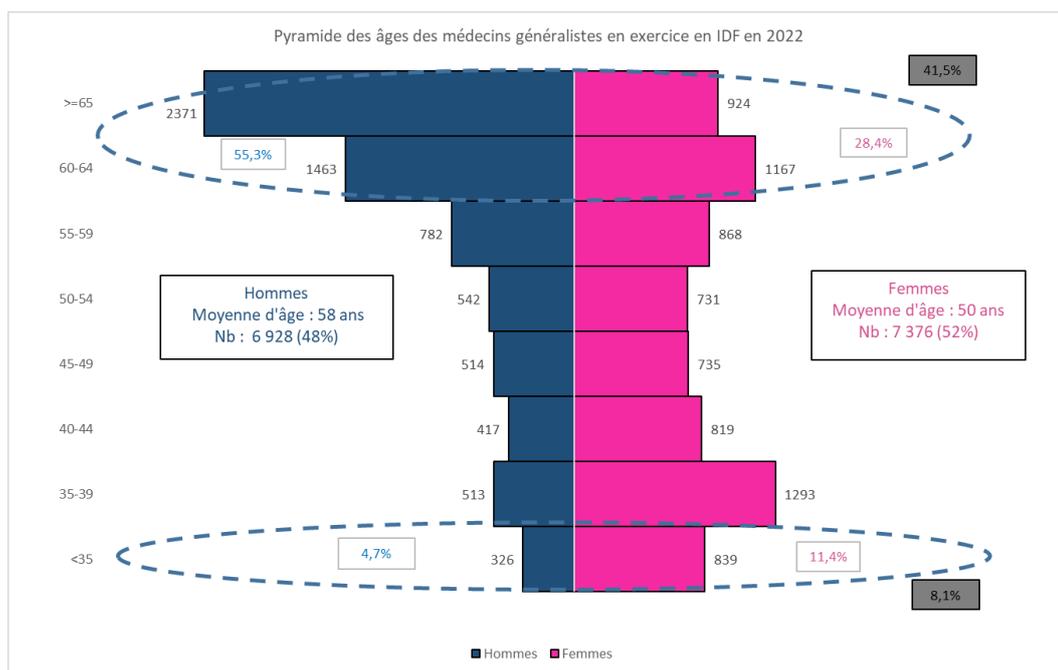
62,4% des territoires de vie santé franciliens sont classés en ZIP. L'Ile de France est le premier désert médical de la France métropolitaine.

### E. Projections

**La structure d'âge des médecins généralistes en Ile-de-France est assez proche de celle de la France entière. A noter néanmoins, un déséquilibre générationnel très important entre les < 35 ans (8,1%) et les ≥ 60 ans (41,5%) :**

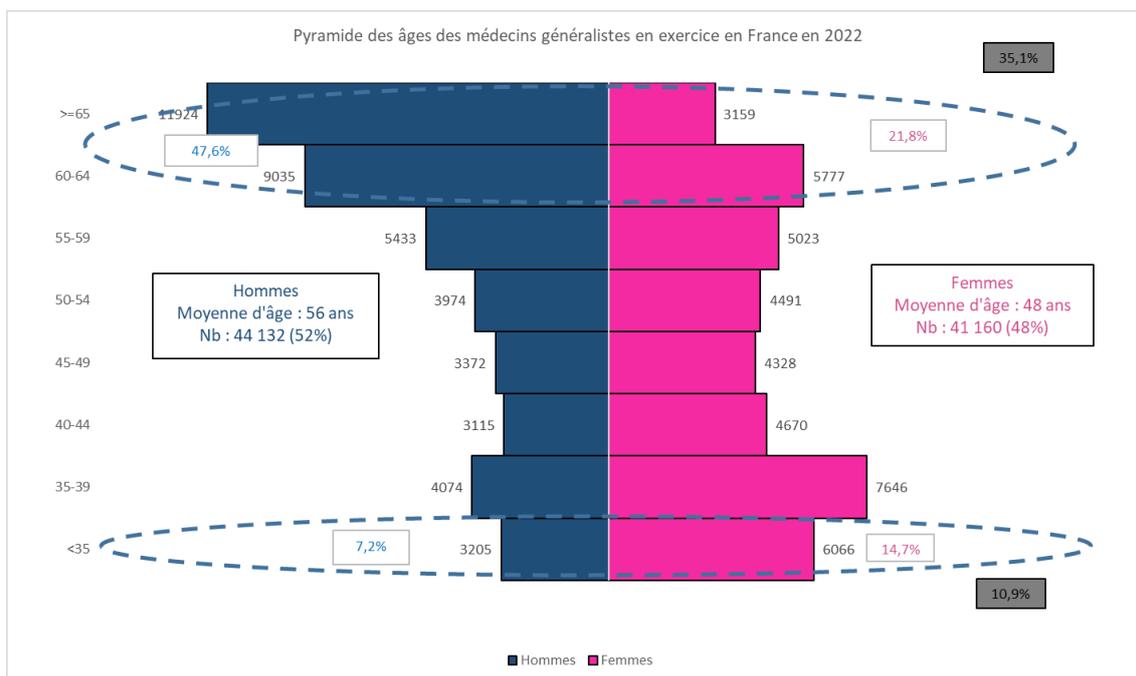
- Départs à court terme (+ de 65 ans) : 23%
- Départs à moyen terme (+ de 60 ans) : 41%
- Départs à plus long terme (+ de 55 an) : 53%

Figure 6 : Pyramide des âges des médecins généralistes en IDF en Janvier 2022



Source : RPPS 2022

Figure 7 : Pyramide des âges des médecins généralistes en France entière en Janvier 2022



Source : RPPS 2022

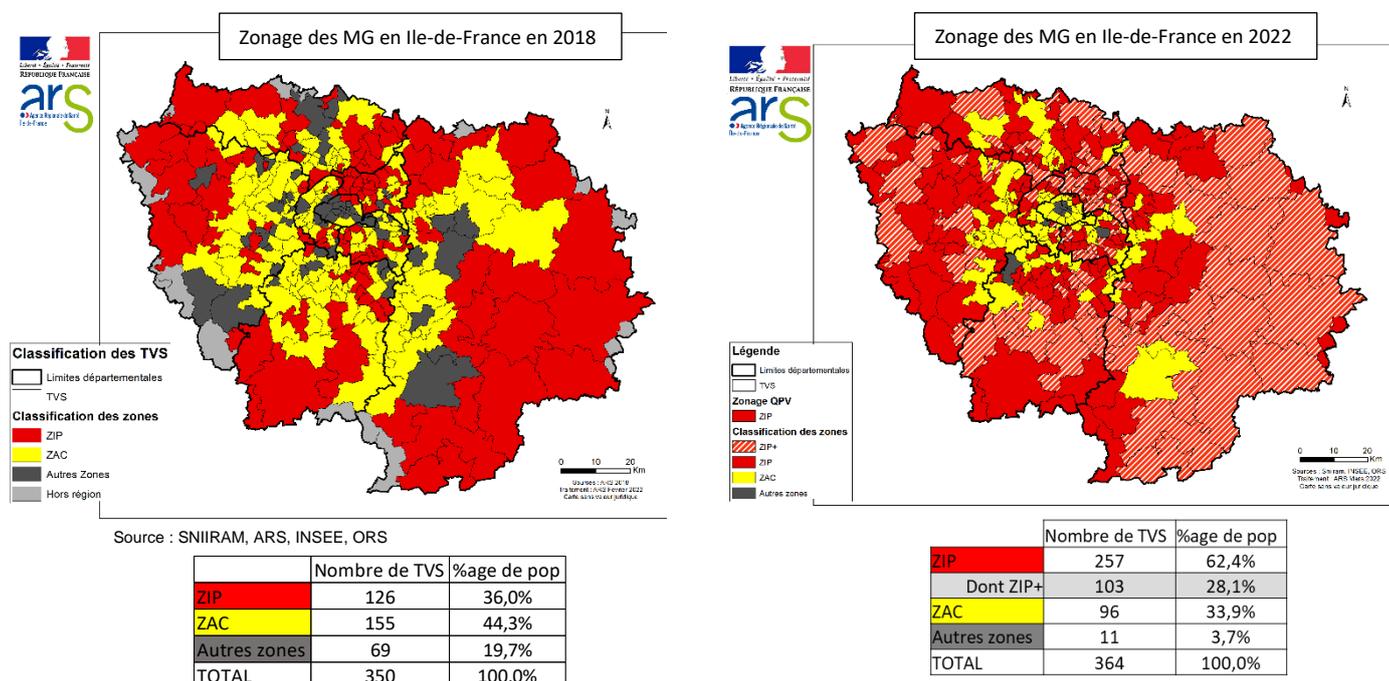
## Taux de fuite

Parmi les 10 345 médecins généralistes libéraux diplômés en Ile-de-France en Janvier 2022, 33% ont fait le choix d'exercer leur profession dans une autre région et prioritairement en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) (4,2%), Occitanie (3,8%), Nouvelle-Aquitaine (3,7%), Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) (3,4%), Centre-Val de Loire (CVL) (3,4%) et Pays-de-la-Loire (3,1%).

## F. Le zonage des médecins généralistes

Entre 2018 et 2022, la part des territoires les plus déficitaires (les zones d'intervention prioritaires - ZIP) en médecins généralistes a fortement augmenté : elle est passée de 37% de la population à 62%. Au total, en comptant les territoires intermédiaires (les zones d'action complémentaires - ZAC), où l'offre de médecine générale n'est pas satisfaisante, c'est plus de 96% de la population francilienne qui vit dans un territoire insuffisamment doté en médecins généralistes.

Carte 2 : Zonage médecins généralistes par territoire de vie santé (TVS) en Ile-de-France en 2018 et 2022



Les leviers permettant d'améliorer la situation de la démographie médicale de la région visent principalement à inciter les médecins et notamment les jeunes à s'installer dans la région par différents types d'aides, mais aussi à les maintenir en activité plus longtemps ou encore à améliorer leurs conditions d'exercice.

### - Les aides à l'installation

De nombreuses aides individuelles de nature financière sont prévues soit par l'Assurance Maladie, soit par l'ARS, lors de l'installation du médecin dans un territoire déficitaire.

Elles peuvent également prendre la forme de contrats finançant les études des étudiants ou internes, en contrepartie d'une installation dans ces territoires.

Elles sont complétées par des accompagnements des médecins réalisés en partenariat entre l'ARS et l'Union régionale des professionnels de santé (URPS Médecins) pour favoriser l'exercice libéral ou la recherche d'un lieu d'exercice adapté aux souhaits du professionnel.

De plus, des aides importantes sont consacrées à l'investissement et au fonctionnement des Maisons de santé pluri-professionnelles (MSP), Centres de Santé (CdS) ou cabinets de groupes qui attirent et fidélisent les jeunes médecins.

Enfin, l'ARS a souhaité davantage soutenir plus du quart des territoires les plus défavorisés appelés ZIP+ par des aides au secrétariat, au maintien en activité des retraités, aux maîtres de stage accueillant des internes, ou en favorisant la création de MSP, CdS ou Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) dans ces territoires.

- Postes partagés pour soutenir la médecine générale

Dans une démarche de fidélisation, l'ARS Ile de France accompagne plusieurs dispositifs de postes partagés en médecine générale (« ville/université », « université/CHU » et « ville/hôpital ») afin d'offrir un post internat aux internes de la région dès lors que leur projet professionnel est cohérent et adapté aux besoins du territoire francilien.

Tableau 2 : Dispositifs de 2014 à 2021

dispositifs de 2014 à 2021	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
AUMG	6	9	15	15	23	23	42	26	37
CCUMG								12	6
PHC MG ville hôpital						16	18	25	17

Source : Pôle RHS – DOS – ARS IDF

Ces postes permettent de :

- Répondre immédiatement aux problèmes d'accès aux soins que connaissent certains territoires
- Améliorer le lien entre la ville et l'hôpital de manière concrète et contribuer à la coopération territoriale et médicale
- Permettre aux jeunes médecins de favoriser la mixité d'exercice
- Renforcer l'attractivité de l'exercice ambulatoire dans les zones sous-denses.